ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2020

FIN DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE - (N° 3077)

Retiré

AMENDEMENT

N° CL51

présenté par
M. Molac et M. Acquaviva

ARTICLE PREMIER

A l'alinéa 1, après la première occurrence du mot :

« santé »

insérer les mots :

« et après avis du conseil de scientifiques sur l'état sanitaire des circonscriptions territoriales concernées ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli vise à prévoir que le Premier ministre ne pourra prendre une ou plusieurs décisions restrictives de libertés prévues à cet article qu'après un avis du conseil de scientifiques sur la situation sanitaire des circonscriptions territoriales concernées. Cet avis permettra de s'assurer que les dispositions mises en œuvre seront strictement nécessaires et proportionnées à la situation sanitaire.